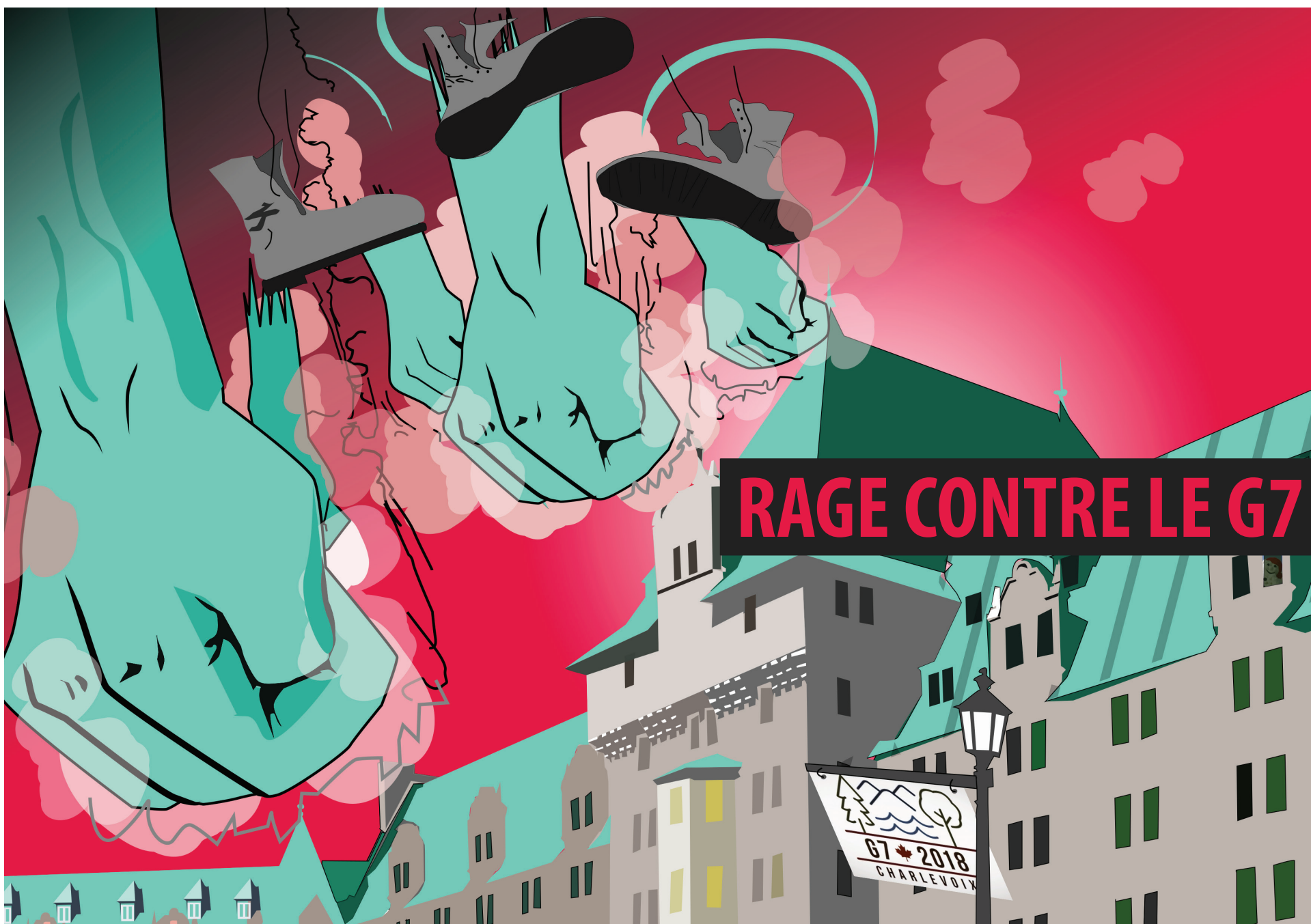




ÉDITORIAL

Lors du Sommet du G7, le 8 et 9 juin, nos maîtres se rencontreront à La Malbaie pour discuter de nous sans nous et rédiger le scénario des prochaines saisons de la série *Capitalisme™*. À moins de refuser notre soumission à l'État et au Patronat, on nous assigne une fois de plus un rôle passif devant le faste de ce spectacle à grand déploiement.

Dans un manoir luxueux protégé par des clôtures et la police, des misogynes parleront de l'égalité des femmes; des militaristes parleront de paix; des capitalistes parleront d'écologie, sans aucun effort pour nous consulter.

Officiellement, les discussions de ce sommet devraient traiter de 5 grands thèmes, qui sont autant de mensonges hypocrites.

1. Investir dans la croissance qui profite à tout le monde: nous savons depuis longtemps que les États subventionnent surtout les compagnies privées avec les fonds publics, alors qu'ils coupent dans les services aux personnes qui en ont le plus besoin. La vraie priorité des élites, c'est la croissance des profits des compagnies privées qui augmentent la valeur de leurs actions en licenciant massivement.

2. Se préparer aux emplois de l'avenir: l'avenir nous réserve deux types d'emplois, soit les plus spécialisés très bien payés, d'une part, et les emplois précaires et dévalorisés, de l'autre, assignés principalement à des populations subalternes et vulnérables (en migration, femmes, jeunes, etc.). De toute façon, considérant l'état de la planète, faut-il vraiment poursuivre la croissance de la production et du travail, ou au contraire s'engager enfin collectivement dans la décroissance de la production, de la consommation et du temps de travail?

3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes: ce thème apparaît comme une triste farce avec un homme comme Donald Trump autour de la table, qui s'est vanté d'agresser sexuellement des femmes.

4. Travailler ensemble à l'égard des changements climatiques et de l'énergie propre: croire que la planète peut être sauvée dans le cadre de la logique capitaliste est un leurre, surtout que le G7 regroupe certains des pays ayant les économies parmi les plus destructrices de l'environnement (et que Donald Trump ne croit pas au réchauffement climatique).

5. Construire un monde plus pacifique et plus sûr: sans doute le thème le plus absurde de ce sommet, puisque le G7 compte des États qui sont les principaux vendeurs d'armes au monde produites par les plus grandes firmes multinationales. Les États du G7 ne montrent aucun signe de vouloir suspendre la guerre impérialiste perpétuelle menée sous prétexte de lutter contre «le terrorisme». Ce sont les armées du G7 qui terrorisent les populations dans des pays où elles mènent des guerres qui ont provoqué des centaines de milliers de morts.

Nos maîtres prétendent savoir ce qui est bon pour nous. Nous avons *voté* pour eux et nous devons le faire confiance, nous dit-on. Les riches créent la richesse, dit-on aussi, consomment et font *rouler l'économie*.

Tout cela n'est que mensonges! Qu'est-ce que le G7, sinon le plus grand cartel au monde? D'ailleurs, qu'est-ce qu'une «nation», aux yeux du G7, sinon un marché?

Nos maîtres veulent que l'on continue à travailler, consommer, s'endetter et DÉLÉGUER notre pouvoir politique et nos responsabilités collectives, une fois aux quatre ans, lors des élections «libres et démocratiques».

Ne nous laissons pas berner par leurs discours: les gouvernements et les patrons ne vivent que de notre travail et ne sont grands que parce que nous sommes à genoux. Le statu quo, c'est la mort. Le capitalisme produit un apartheid mondial, la guerre impérialiste et la destruction de la vie sur terre. La peur doit changer de camp: formons nos groupes d'affinité et manifestons en juin, ensemble, contre le G7.

RAGE CONTRE LE G7

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

COMBATTONS LE G7 ET LE CAPITALISME!

LES FRONTIÈRES DOIVENT TOMBER

LA MAIN-D'ŒUVRE INVISIBLE

L'EXTRACTIVISME S'INVITE AU G7

PETITE HISTOIRE DE L'ALTERMONDIALISME ANTICAPITALISTE

LE G7, L'OCDE, LA TECHNOLOGIE ET LE TRAVAIL

LE G7 ET LE CLIMAT: UNE TEMPÊTE À L'HORIZON

RÉPRESSION MONDIALISÉE ET CULTURE DE SÉCURITÉ

DÉCLARATION DE FABIO, PRISONNIER DU G20

1

3

4

6

7

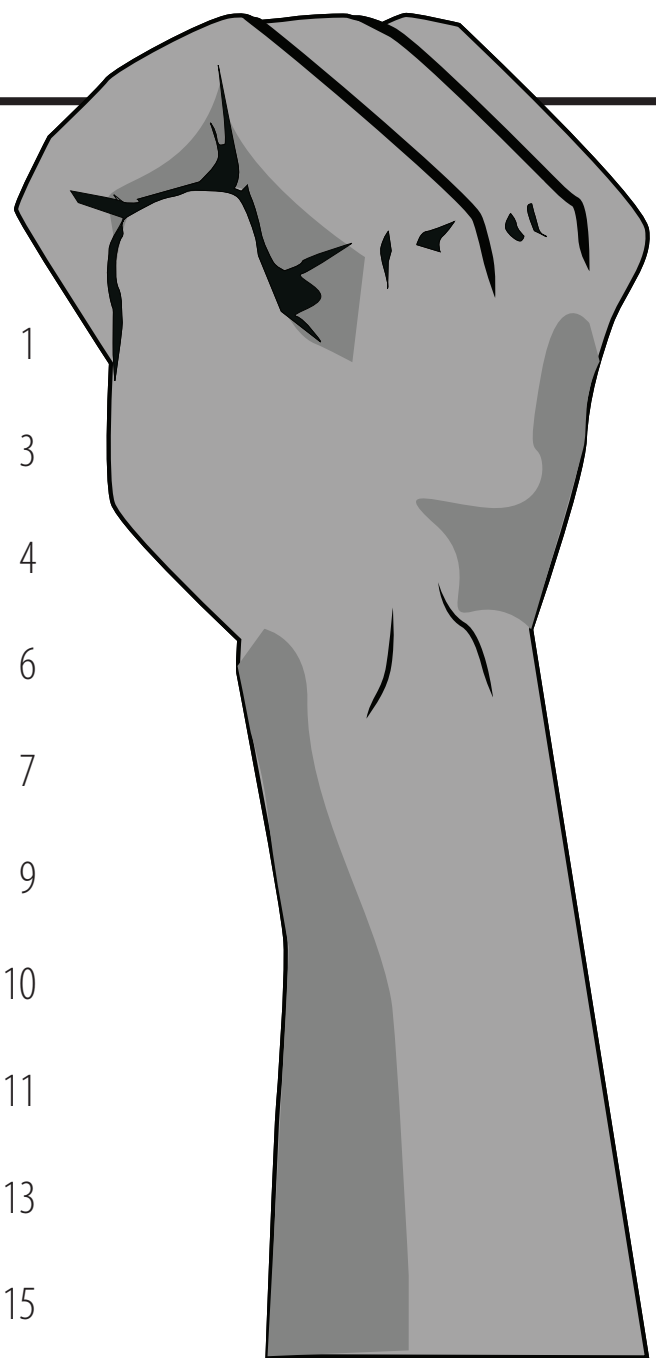
9

10

11

13

15



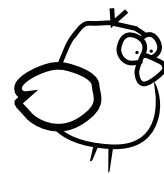
LE RÉSEAU DE RÉSISTANCE ANTI-G7, QU'EST-CE QUE C'EST?

Le Réseau de Résistance Anti-G7 (RRAG7) a été lancé en septembre 2017, pour organiser la mobilisation anticapitaliste contre le G7 à La Malbaie, en juin 2018. Il s'agit d'une organisation antiautoritaire non-hiérarchique qui regroupe des individus, des groupes peuvent aussi appuyer le réseau, mais on y participe en tant qu'individu. Le RRAG7 compte quelques comités et organise des assemblées publiques.

Respectant le principe de la diversité des tactiques, le RRAG7 s'inspire aussi des principes de l'Action mondiale des peuples (AMP) lancée en 1998 par les Zapatistes et leurs complices.

Email: info@antig7.org

<https://antig7.org>



PRINCIPES DE L'AMP

1. Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme, ainsi que de tous les accords commerciaux, institutions et gouvernements promoteurs d'une mondialisation destructrice.
2. Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances. Nous reconnaissons la dignité entière de tous les êtres humains.
3. Une attitude de confrontation, puisque nous ne pensons pas que le "lobbying" puisse avoir un impact majeur sur des organisations à tel point partiales et antidémocratiques, pour lesquelles le capital transnational est le seul facteur réel déterminant leur politique.
4. Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux, mettant en avant des formes de résistance qui maximisent le respect pour la vie et pour les droits des peuples opprimés, ainsi qu'à la construction d'alternatives locales au capitalisme mondial.
5. Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

RRAG7

RÉSEAU RÉSISTANCE ANTI-G7

COMBATTONS LE G7 ET LE CAPITALISME!

Le G7 se réunira à La Malbaie ce juin. Unissant les dirigeants de sept nations capitalistes parmi les plus puissantes au monde, le G7 prendra des décisions qui vont avoir un impact direct sur des milliards de pauvres personnes tout autour du globe. Dix ans après l'effondrement économique de 2008, le point le plus important à l'ordre du jour sera la croissance économique, autrement dit, comment sauver le système capitaliste qui a été incapable de faire mieux que des taux de croissance anémiques. Quoi qu'il arrive au G7, ce seront les travailleurs-euses et les plus opprimé-es de la société qui payeront les frais des décisions du G7. Notre résistance au G7 est une première étape dans notre combat contre l'exploitation du système capitaliste!

TRUMP, MACRON, MERKEL: VOUS N'ÊTES PAS LES BIENVENUS!

Trudeau accueillera à bras ouvert pour la première fois au pays le raciste et misogyne Donald Trump, qui excelle dans l'art d'exacerber les conflits dans le monde. Trump a sanctionné ouvertement l'oppression des Palestinien-es, en reconnaissant officiellement Jérusalem comme la capitale d'Israël. Il a menacé d'annihiler la Corée du Nord avec «le feu et la fureur». Le mégalomane Trump est aussi devenu réputé pour ses déclarations xénophobes et ses politiques réactionnaires.

Mais le «modéré» Macron est-il mieux? Après avoir gagné ses élections présidentielles en mai dernier, ce banquier offre en cadeau des allègements fiscaux de milliards d'euro à ses amis les plus riches de France, tout en écrasant les travailleurs-euses avec sa loi Travail réactionnaire: baisse programmée des retraites, coupes dans le budget de la Sécurité Sociale, contre-réforme de l'assurance chômage, etc.

La chancelière allemande Angela Merkel est reconnue pour son rôle dans l'écrasement des travailleurs-euses de la Grèce, les ayant forcés à avaler une austérité sans mesure. Merkel a bien rempli son rôle: sauver les profits des banques allemandes qui possédaient en grande partie la dette nationale grecque. Merkel est également celle qui a violemment réprimé les manifestations pendant le G20 à Hambourg en juillet dernier.

Et maintenant c'est notre premier ministre, le «féministe» Justin Trudeau, qui accueillera ces gens, et il le fait de manière totalement cynique, tentant de donner une façade «progressiste» à cette réunion de politiciens capitalistes. Il affirmait l'an passé au sujet du G7 que l'égalité des genres «sera au sommet de l'ordre du jour l'an prochain.» Mais comment le prendre au mot, alors qu'il a vendu pour 15 milliards de dollars en armes à l'Arabie Saoudite, ce régime théocratique réactionnaire qui opprime brutalement les femmes, ainsi

que les minorités sexuelles et religieuses? Très «progressiste» en effet!

Après les violents affrontements lors du G20 à Toronto en 2010, les politiciens capitalistes ont décidé que cette année, leurs discussions auraient lieu loin des grands centres. Et Trudeau est plus que diligent dans son rôle d'assurer leur protection. Reclus dans le luxueux Manoir Richelieu, ils seront protégés par une énorme clôture, par plus de 5000 policiers de la GRC et par les Forces armées canadiennes; les coûts de la sécurité pourraient atteindre jusqu'à 300 millions de dollars. Qui payera pour ces frais exorbitants? Les travailleurs-euses, bien évidemment.



LE VÉRITABLE PROGRAMME DU G7

Le représentant personnel du premier ministre Justin Trudeau, Peter Boehm, explique que le G7 se concentrera sur les enjeux de «la croissance économique, l'inclusion économique, les changements climatiques, les postes du futur avec l'impact de l'intelligence artificielle». Trudeau a même l'audace de promettre un «programme progressiste» pour la présidence canadienne du G7! Rappelons que ceux qui participeront au G7 sont les mêmes puissances qui, depuis la crise de 2008, ont mené la charge avec des mesures d'austérité et des attaques sur les travailleurs-euses, tandis qu'elles sauvaient les grandes banques à coup de centaines de milliards de dollars. Comment parler «d'inclusion économique», dans un système où le 1 % trouve toujours de nouveaux moyens de cacher son argent dans des paradis fiscaux, et où les capitalistes des différents pays préfèrent s'asseoir sur des milliards de dollars pendant que l'austérité s'abat sur les travailleurs-euses?

Si les dirigeants du G7 pensent trouver la solution pour relancer la croissance économique, ils se mettent le doigt dans l'œil. L'OCDE prévoit une croissance léthargique de 3 % par année à l'échelle planétaire jusqu'en 2060! La raison est simple: le capitalisme mondial est en crise prolongée. Cela fait près de dix ans qu'est survenue la grande crise économique mondiale de 2008, et rien n'a été réglé. Les taux de chômage en Europe sont encore à des niveaux historiquement très élevés: 9,7% en France, 16,4% en Espagne, 20-23% en Grèce. En plus, les dettes publiques et privées ont atteint des niveaux astronomiques, atteignant un total à l'échelle mondiale de 233 000 milliards de dollars! Cette somme colossale pèse comme un poids mort sur l'économie entière, et exerce une pression à la baisse sur l'investissement et la consommation.

Peu importe ce qui sera décidé formellement au G7, les sept grandes puissances ne peuvent échapper à la conclusion que leur système s'en va vers une nouvelle crise.

COMBATTONS LE G7 ET LE CAPITALISME!

Le 8-9 juin, nous devons nous mobiliser pour envoyer un message clair: nous ne voulons pas de vous et de votre système pourri! C'est une lutte qui concerne toutes les couches exploitées et opprimées de la société, il faut donc que tous les groupes se mobilisent contre le G7. Les syndicats ouvriers et étudiants ont un rôle majeur à jouer dans cette mobilisation. Ils ont les membres, les traditions et les ressources pour défier les leaders mondiaux réactionnaires et leurs politiques.

Le G7 n'est que le représentant d'un système capitaliste mondial pourri jusqu'à l'os. Oui, nous devons affronter les problèmes économiques et sociaux; et dans cette lutte, le G7 et le système capitaliste qu'il défend sont des obstacles immédiats. Aucun des enjeux «progressistes» dont Trudeau souhaite discuter ne peut être réglé au G7. Aucun de ces enjeux ne peut véritablement être résolu sous le capitalisme. Notre mobilisation ne doit pas s'arrêter à la résistance au G7: il faut organiser la lutte contre le système capitaliste tout entier.

RÉSISTONS AU G7! COMBATTONS LE CAPITALISME!

Cet article a été soumis par un membre de La Riposte socialiste. Il s'agit d'une version abrégée d'un article disponible sur le site www.marxiste.qc.ca.

RAGE CONTRE LE G7

LES FRONTIÈRES DOIVENT TOMBER:

Au cours des dernières années, nous avons assisté à une poussée grandissante du phénomène migratoire dans le monde entier. Alors que les nations impérialistes du G7 qualifient cela de «crise des migrant-e-s», il s'agit plutôt d'une «crise» provoquée par des conditions déjà présentes depuis longtemps et intensifiées de par le monde: des millions de personnes ont été contraintes de quitter leur foyer en raison de l'oppression politique, de la violence militaire, de l'extractivisme, de la perte d'emploi, des guerres contre la drogue, du changement climatique, etc. Les pays du G7 sont disproportionnellement responsables des dévastations qui se produisent partout dans le monde, poussant ainsi les gens à se déplacer et à migrer vers de nouveaux pays. Que ce soit l'OTAN qui vienne déstabiliser la Libye, l'intervention française au Mali, les rebelles de la CIA terrorisant la Syrie, les compagnies minières canadiennes forçant les paysans d'Amérique centrale à quitter leurs terres ou les changements climatiques provoquant la sécheresse et la famine, les États du G7 sont les principaux responsables. Plutôt que d'agir en conséquence, ces pays renforcent la xénophobie, militarisent davantage leurs frontières, et refusent de faire face aux crises qu'ils ont déclenchées en ne permettant pas l'accès aux territoire aux personnes directement affectées par leurs actions.

CRÉATION ET EXPLOITATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE MIGRANTE

Les frontières servent à plusieurs fins pour le capital et le projet de l'État-nation. À leur fondation, le Canada et les États-Unis ont été construits sur le vol de terres autochtones et sur le génocide constant et le

déplacement des peuples autochtones. Ces frontières ont été établies par des guerres coloniales, au profit des colonisateurs et colonisatrices européen-ne-s. Les frontières imposées par les États impérialistes servent à dissuader et à contrôler les migrant-e-s, tout en maintenant la pauvreté dans les pays pauvres. Les pays du Sud global n'arrivent pas à créer suffisamment d'emplois pour l'ensemble des populations entrant sur le marché du travail. Parallèlement à la délocalisation des emplois dans les pays du Sud global pour y exploiter les travailleurs et travailleuses à bas salaire, les pays du G7 comptent de plus en plus sur le travail des migrants et migrantes temporaires à l'intérieur même de leurs frontières. Le régime d'immigration strict du Nord global et les contrôles frontaliers (par le biais de contrôles d'identité, des centres de détention, de raids d'expulsion, etc.) garantissent une main-d'œuvre immigrante précaire à l'échelle nationale et une hiérarchie raciste liée à la citoyenneté. En outre, ce régime permet de constituer une vaste réserve et une grande main-d'œuvre de personnes sans-emplois et sous-employés dans les pays du Sud global, ce qui permet le maintien de salaires bas et de bénéfices élevés pour les entreprises manufacturières du Nord global qui exploitent ces travailleur-e-s¹.

DIVISIONS AU SEIN DES GROUPES SOCIAUX

Par dessous tout cela, le discours dominant vient justifier la déportation des personnes migrantes en présentant de telles actions comme étant profitables aux citoyen-ne-s et à la «majorité». Cela redirige la responsabilité de ceux et celles qui ont provoqué les crises économiques - les gouvernements et les politicien-ne-s qui mettent en œuvre avec insistance leur doctrine néolibérale - envers les personnes les plus touchées par ces mesures. Le mensonge selon lequel les immigrant-e-s «volent des emplois» ou trompent les services sociaux ne sert qu'aux intérêts des entreprises et des gouvernements, qui peuvent ainsi mieux exploiter cette main-d'œuvre par les moyens de la criminalisation et l'isolement. Le discours dominant et la couverture médiatique alimentent souvent ces divisions entre les groupes sociaux, les opposant les uns aux autres plutôt que de faire valoir la répartition injuste de la richesse et du pouvoir. Dans des mesures d'austérité imposées par le gouvernement, les gens qui arrivent au Canada sont décrits et perçus comme des concurrents face à une banque de ressources limitées, alors qu'en réalité, ces mêmes services et ressources ont été conçus de telle sorte qu'ils ne soient jamais accessibles à la plupart d'entre eux et elles.

RECRUESCENCE DU RACISME ET DE L'ISLAMOPHOBIE

De plus, nous assistons à une normalisation de l'islamophobie et du racisme de la part de l'État et les médias de masse, ce qui alimente les discours d'extrême droite tenus par des groupes tels que La Meute et Storm Alliance. En déclarant qu'ils et elles ne sont que contre les «immigrants illégaux», ces gens insinuent à tort que les migrant-e-s qui traversent de manière irrégulière commettent des actes criminels ou illégaux.² Les groupes d'extrême droite à travers l'Europe, les États-Unis et le Canada propagent délibérément la confusion en accusant les réfugié-e-s de «sauter la queue». Ils visent à susciter la peur d'une «invasion» et d'une supposée «menace terroriste» lorsqu'ils se plaignent du nombre de personnes traversant les frontières - en particulier en ce qui concerne les hommes - utilisant ainsi les peurs sociétales racistes et islamophobes dirigées envers les personnes non-blanches. Dans le spectre de la «guerre contre le terrorisme», décrivant la situation comme étant une «invasion» et une «crise», cela devient un outil de justification de mesures gouvernementales exceptionnelles ou «d'urgence» visant à renforcer et à étendre les services frontaliers, autant en Europe qu'aux États-Unis et au Canada. Avec la récente augmentation mondiale du phénomène migratoire, les passages irréguliers sont perçus comme une menace pour l'ordre mondial et pour le pouvoir des États-nations.

LE CANADA N'EST PAS «MOINS PIRE»

Paradoxalement, de nombreux pays du G7 projettent encore une image positive comme étant accueillants et ouverts aux immigrant-e-s, campagne menée par des personnalités publiques et des politicien-ne-s comme Justin Trudeau. Pourtant, une observation plus étroite de la situation démontre que cette image qui nous est présentée est manifestement fausse. Par exemple, seulement au Canada, on estime qu'il y a environ cinq cent mille personnes vivant sans-statut à travers le pays, ce nombre ne comprenant même pas les milliers d'autres détenteurs d'un permis temporaire ou qui attendent qu'une décision soit prise au sujet de leur statut. Au cours des dernières années, seulement 50% des personnes ayant réussi à faire une demande d'asile ont été acceptées en moyenne. Les demandeurs d'asile et les migrant-e-s sont encouragés à mettre leurs efforts et leurs espoirs dans leurs cas individuels, en essayant de prouver qu'ils et elles sont de «vrais réfugiés» et de



1 Avec le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET), les employeurs au Canada, par exemple, peuvent choisir une main-d'œuvre de n'importe quel pays dans le monde, sans la surveillance du gouvernement, et sans accords bilatéraux. Pour ces travailleur-e-s, il n'y a pas de chemin vers la résidence permanente; le droit des travailleur-e-s de rester au Canada dépend entièrement de leur employeur-e. La plupart des travailleur-e-s migrant-e-s reviennent chaque année pour effectuer le même travail contractuel «à court terme». Ces travailleur-e-s sont rendus «temporairement permanents», enfermés dans une situation d'insécurité persistante, sans droits régularisés lié à leurs conditions d'emploi, sans protection légale ni accès aux services sociaux auxquels ils et elles ont cotisé, et sous la menace d'une expulsion pour avoir déçu à leur employeur. Les changements intervenus depuis le 1er avril 2015 ont encore exacerbé cette situation: les nouvelles lois «4 et 4» ciblent les travailleur-e-s les plus exploités du PTET, limitant ces travailleur-e-s à quatre ans et les empêchant ensuite de revenir pour les quatre prochaines années. Cela rend les travailleur-e-s encore plus isolés et vulnérables, ce qui crée ultimement un système d'immigration à portes tournantes.

2 Il existe en fait un accord sur les «pays tiers sûrs» entre le Canada et les États-Unis qui pousse les gens à prendre le risque de traverser les frontières de façon irrégulière. Cet accord sert à construire une forteresse «Amérique du Nord» et empêche les migrant-e-s de revendiquer le statut de réfugié s'ils et elles viennent au Canada depuis les États-Unis à un poste frontalier régulier. Cependant, le tout petit échappatoire du droit international des réfugiés permet à ceux-ci et celles-ci de faire des réclamations une fois qu'ils et elles sont déjà à l'intérieur du pays, ce qui les pousse à traverser les frontières de manière souvent dangereuse.

CONTRE L'AGENDA IMPÉRIALISTE DES NATIONS DU G7

«bons immigrants». Ce long combat bureaucratique isole les personnes qui passent à travers le processus, tandis bon nombre de demandeurs d'asile se verront refuser l'accès, ce qui leur laissera le choix d'être expulsés du pays ou de rester au Canada sans-papiers. Entre 2006 et 2014, le gouvernement canadien a expulsé 117 531 personnes, y compris vers des pays qui détiennent des moratoires officiels sur l'expulsion. Le mensonge selon lequel le Canada est ouvert et accueillant pour les immigrant-e-s se reflète non seulement dans le grand nombre de déportations, mais aussi dans les milliers de personnes emprisonnées dans les centres de détention pour migrant-e-s, qui sont devenues des industries immensément rentables pour des sociétés de sécurité privées telles que GARDA. Beaucoup de personnes détenues dans ces centres sont détenues indéfiniment, et les conditions sont si mauvaises que 16 décès ont été reportés depuis l'an 2000.

LES RÉFUGIÉS CLIMATIQUES

Alors que les pays du G7 s'apprêtent à discuter de sujets tels que «Travailler ensemble sur le changement climatique, les océans et l'énergie propre» et «Construire un monde plus pacifique et plus sûr», il est clair ceux-ci sont en eux-mêmes responsables des changements climatiques, de la violence militaire, de l'oppression politique et de la création d'un «monde incertain». Malgré tout, les pays du G7 n'ont aucune intention de régler ces problèmes. Dans le mois et les années à venir, nous verrons probablement une escalade des pires effets liés aux changements climatiques. Un élément crucial de la justice migrante et de la lutte contre les frontières est le soutien et la construction d'un mouvement radical face aux changements climatiques, qui s'oppose à l'utilisation de la menace du chaos climatique comme excuse pour des contrôles migratoires encore plus cruels.

UN APPEL À L'ACTION

Plutôt que de se concentrer sur la politique draconienne de certaines classes dirigeantes du G7 et de leurs politicien-ne-s, nous devons travailler au démantèlement d'un système pourri: un système conçu pour diviser les gens, les opposer et les détourner de la véritable cause de la pénurie (c'est-à-dire le système capitaliste avec sa multitude d'oppressions, y compris le racisme, la suprématie blanche et l'islamophobie, le patriarcat, le sexisme, l'homophobie et la transphobie, l'antisémitisme, l'âgisme et le capacitisme). Au cours des prochains mois qui mèneront au G7 et (surtout) au-delà, nous devons nous opposer activement aux récits dominants racistes et islamophobes et à la couverture médiatique entourant les personnes migrant-e-s. Nous devons prendre des mesures collectives en solidarité avec ceux et celles qui traversent la frontière pour entrer au Canada. Nous devons nous opposer à la fausse notion de «bons ou de mauvais» migrant-e-s ou de «vrais réfugiés». Nous devons résister aux déportations et aux détentions. Nous devons soutenir activement la souveraineté et l'autodétermination des peuples autochtones, et soutenir les luttes anticoloniales qui s'opposent à la destruction et à l'exploitation continue des terres autochtones. Nous devons construire des initiatives locales inclusives basées sur une organisation non hiérarchique, une aide mutuelle et une solidarité radicale afin de renforcer la résistance de la communauté contre la mise en place de contrôles étatiques, en particulier les contrôles frontaliers dans nos villes.

Pour ceux qui luttent pour la liberté et l'égalité, le problème est la structure en elle-même, pas seulement leurs figures de proue.

**À BAS LES FRONTIÈRES!
À BAS LES NATIONS!
FUCK LE G7!**

LE SUD GLOBAL

Les pays qui étaient à l'époque «envois de développement», sont essentiellement des pays où les empires coloniaux européens (France, Allemagne, Espagne, Angleterre) ont fortement attaqués leur populations, que l'on pense à la traite des noirs en Afrique, ou à la décimation des populations autochtones en Amérique. Au cours des années, bien que plusieurs ont réussi à briser la relation coloniale, la plupart de ceux-ci restent fortement dominés économiquement, politiquement ou militairement. Bien que ces pays aient des niveaux de richesse fort variés, ils sont généralement utilisés par les pays du G20 comme source de main-d'œuvre à bon marché. Généralement, on y retrouve l'Amérique du Sud et le Mexique, l'Asie à l'exception du Japon, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Océanie à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Texte soumis par Solidarité Sans Frontières.



RAGE CONTRE LE G7

LA MAIN-D'ŒUVRE INVISIBLE

La démonstration du rôle des États membres du G7 dans la (re)structuration de l'ordre économique mondial, suivant un cadre raciste, sexiste et colonial, aux profits des grandes entreprises et des économies occidentales n'est plus à faire. L'accentuation de l'exploitation et de l'exclusion sociale, au Nord comme au Sud, en est la conséquence directe, qui se manifeste par une explosion du travail peu ou non salarié, surtout chez les femmes et les personnes racisées, et qui commence dès la formation au travail. Il suffit de se rappeler de l'initiative des «Programmes d'ajustement structurel», mise en place dès le début des années 1980 dans les pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, ou encore de la libéralisation des marchés qui a suivi durant les années 1990 avec la multiplication des traités de libre-échange. Ces «restructurations», synonymes d'austérité, de précarisation et de privatisation des services, des territoires et des ressources, rendent inévitable la prise en compte de la division internationale du travail. Dans les pays du Sud, elles ont engendré des guerres et la mise en place de gouvernements répressifs qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à fuir pour survivre ou pour améliorer leurs conditions.

En effet, ces politiques d'ajustements structurels ont entre autres soutenu le déplacement de femmes et d'hommes des pays du Sud vers les pays du Nord en tant que travailleurs et travailleuses au statut fort précaire, pour accomplir notamment le travail domestique, le travail agricole et la restauration rapide dans les régions éloignées des grands centres. Ces mêmes politiques ont également soutenu la délocalisation des industries vers des pays où les salaires et les protections sociales sont moindres. Cela permet ainsi de fournir de manière constante, mais toujours selon les besoins et les termes fixés par l'État, un *cheap labor* pratiquement sans droits.

À CHAQUE CRISE SA RESTRUCTURATION...

Ainsi, depuis 2007, le nombre de stagiaires ne cesse de croître dans tous les milieux d'enseignement. Quand les emplois se font rares, les gens retournent davantage aux études afin de se requalifier. Mais cette augmentation est principalement due au contexte de restructuration des institutions publiques, qui subissent régulièrement depuis des décennies l'équivalent de plusieurs millions de dollars en compressions budgétaires. C'est-à-dire que le sous-financement chronique des milieux communautaires et publics restreint grandement l'embauche de travailleur-euse-s à temps plein avec des conditions de travail décentes. On se tourne donc de plus en plus vers le travail atypique (à temps partiel, contractuel, etc.) et gratuit en recourant à l'embauche de stagiaires pour maintenir à bout de bras un système qui s'effondre. Pourtant, les stagiaires ne bénéficient généralement pas de l'ensemble des protections et des avantages légaux prévus par des balises comme la *Loi sur les normes du travail (LNT)* et la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, qui s'appliquent aux travailleurs et travailleuses dont le travail est socialement reconnu par l'entremise d'un salaire. Les stagiaires non rémunéré-e-s sont la partie la plus visible d'une nouvelle catégorie de travailleuses et de travailleurs qui, de par leur statut social ambigu, sont rendu-e-s disponibles pour l'exploitation éhontée et brutale à laquelle l'économie actuelle donne une apparente nécessité.

Cette exploitation n'a cependant rien d'aléatoire. Le dénominateur commun des programmes avec stages non rémunérés, obligatoires ou non est sans l'ombre d'un doute le fait qu'on y retrouve

une forte concentration de femmes, tant dans les domaines de l'éducation, des soins infirmiers, du travail social, etc. (*care*) que dans celui de la culture (documentation, arts, communication, etc.); des domaines où l'on assimile l'exploitation à la vocation et aux opportunités de carrière. Cette réalité paraît d'autant plus inacceptable quand on sait qu'aux États-Unis et au Canada, les stages des domaines traditionnellement masculins sont souvent bien payés, ce qui accentue d'autant plus la hiérarchisation entre les programmes, empêchant de ce fait un traitement égal pour l'ensemble des étudiantes et étudiants.



Bien sûr, le degré d'exploitation engendré par la restructuration du capitalisme mondial ne se limite pas aux stagiaires. D'une part, les coupures et le démantèlement des services publics ont été faits sur le dos des femmes, qu'on désigne comme mères, filles ou «aidantes naturelles», qui prennent gratuitement en charge une multitude de tâches autrefois remplies par des travailleuses salariées. D'autre part, les réformes des lois du travail, les délocalisations industrielles et la répression des mouvements ouvriers ont, quant à elles, rendu difficile de s'associer pour défendre des conditions de travail décentes et ont exercé



(SUITE)

une pression à la baisse sur les salaires dans le monde entier. Des millions de personnes sans emploi manquent de tout et doivent prendre en charge leur propre survie et celles de leurs communautés. On se doute que les mesures prises à l'issue des discussions visant à «Se préparer aux emplois de l'avenir»¹ ce printemps au sommet du G7 seront formulées dans l'intérêt des employeurs et non dans celui des personnes qui subissent les restructurations depuis longtemps déjà.

...ET À CHAQUE RESTRUCTURATION SA RÉSISTANCE!

L'ampleur internationale du travail gratuit nécessite une organisation et une lutte de même envergure. Depuis quelques années, plusieurs groupes se mobilisent contre les stages non rémunérés et plus largement pour la reconnaissance de leur travail notamment au Royaume-Uni, au Maroc, en Algérie,

en France, en Italie, aux États-Unis, dans différentes provinces du Canada, etc. Les appels à la grève mondiale des femmes se multiplient depuis la Pologne, l'Argentine, la France, et les États-Unis pour lutter contre l'exploitation de leur force de travail et l'appropriation de leurs corps. Les luttes étudiantes, féministes, syndicales et populaires ont tout intérêt à s'attaquer aux structures mondiales de leur exploitation et de leur exclusion sociale.

La tenue du sommet du G7 est l'occasion toute désignée pour lancer un appel à une grève mondiale de toutes celles et tous ceux qui travaillent sans rémunération, en tout ou en partie, ou qui vivent dans l'indigence, faute d'emplois.

*Cet article est a été soumis par des membres du
Comité unitaire sur le travail étudiant de l'UQAM (CUTE)*

1 Gouvernement du Canada, "En route vers le Sommet du G7 de 2018 dans Charlevoix" (consulté le 8 janvier 2018): <http://www.international.gc.ca/g7/index.aspx?lang=fra>

L'EXTRACTIVISME S'INVITE AU G7

Bien que le gouffre d'une crise écologique globale pointe de plus en plus clairement à l'horizon, jamais le capitalisme n'aura été aussi déterminé à nous y faire foncer tête première. À moins d'être un climato-sceptique de bas étage, ou un lobbyiste chez Transcanada, plus personne ne remet en doute le caractère précaire de la biodiversité. Or, on assiste pourtant à une multiplication des projets extractivistes, des projets qui visent l'accumulation de capital sur le dos des écosystèmes et des peuples, au profit de quelques pourritures à cravates. Surprise! Les principaux pays leaders de l'extractivisme sont aussi des pays membres du G7.

La logique de l'extractivisme est simple, et très paradoxale: on extrait les ressources naturelles pour se faire du capital par le marché. Ce faisant, on augmente la rareté de ces ressources, ce qui provoque l'augmentation de leur prix, ce qui pousse les capitalistes à extraire plus, ce qui augmente leur rareté... jusqu'à l'épuisement!

Pour se donner quelques exemples, les sables bitumineux de l'Ouest canadien et les gaz de schiste sont deux ressources naturelles qui sont ciblées actuellement par l'extractivisme aux soi-disant «Canada et États-Unis». Ces hydrocarbures ont la particularité d'être extrêmes ou non-conventionnels, c'est-à-dire qu'ils diffèrent du pétrole régulier par leur méthode d'extraction beaucoup plus polluante et risquée que celles utilisées auparavant.

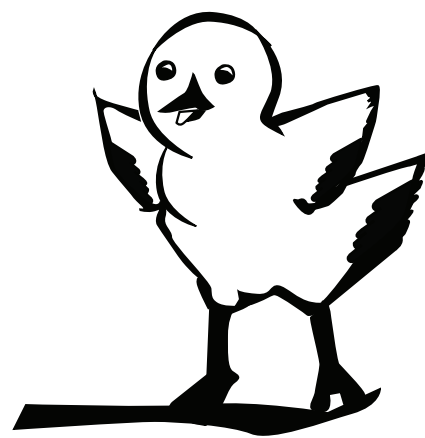
Chemin faisant, on oublie volontairement que notre monde est limité, et c'est là que se situe le paradoxe écologique: l'extractivisme sème lui-même les graines de sa propre destruction, et au passage, de la nôtre.

EXTRACTIVISME IMPÉRIALISTE

Si la multiplication des projets extractifs en Amérique du Nord inquiète, la situation est tout aussi révoltante dans le Sud global. Sous les politiques néolibérales des États du G7 se cache toute une économie du pillage, maintenue au moyen de la dette et de la militarisation. Si l'impérialisme canadien passe souvent inaperçu vis-à-vis de l'impérialisme américain, notamment avec les guerres pétrolières au Moyen-Orient, il n'en demeure pas moins que l'État canadien est tout aussi violent et complice. L'un des exemples les plus flagrants est celui de l'industrie minière: 75% des entreprises minières dans le monde ont leur siège social au Canada. Seulement en Amérique latine, les actifs de ces compagnies ont une valeur de plus de 50 milliards de dollars. Ainsi, ailleurs dans le monde, l'impérialisme minier canadien est bien connu: on peut fréquemment voir des drapeaux canadiens brûler dans les manifestations contre l'imposition des mégaprojets miniers. C'est que ces projets ont des conséquences environnementales et sociales effarantes:

contamination et assèchement des nappes phréatiques, dissémination de poussières toxiques, rupture des digues des bassins de décantation, déplacement de populations, etc.

Et lorsque les communautés résistent, c'est par la force qu'on leur imposera ces projets. Seulement au Honduras, 125 activistes environnementaux et militant-e-s autochtones ont été assassiné-e-s depuis 2009, année du coup d'État supporté par les États-Unis et le Canada. Il ne va pas sans dire que depuis, les investissements canadiens au Honduras se portent bien. L'État canadien a signé un traité de libre-échange avec le Honduras en 2013 et a activement participé à rédiger le nouveau code minier de ce pays, dans le but de mettre fin au moratoire sur les nouveaux projets miniers qui avait cours depuis 2004. En somme, l'extractivisme est un rouage central de l'impérialisme canadien qui continue d'imposer le transfert et la concentration des capitaux du Sud vers le Nord, au mépris des vies humaines qui se trouvent sur son passage.



RAGE CONTRE LE G7

L'EXTRACTIVISME S'INVITE AU G7 (SUITE)

EXTRACTIVISME COLONIAL

Si les États du G7 imposent pillage et destruction de l'autre côté de leurs frontières, ils font tout autant de ravage sur les territoires sur lesquels nous nous trouvons. Les frontières sont des lignes arbitraires qui ne servent qu'à renforcer l'allégeance nationaliste, et qui masquent que le pouvoir impérialiste est le même que le pouvoir colonial. Le soi-disant «Canada» n'est depuis le début qu'un triste projet d'extraction des ressources, depuis les castors, en passant par la forêt boréale, les minerais et le pétrole (l'eau sera-t-elle l'eldorado du futur?), extraction rendue possible parce que les autorités coloniales ont volé aux peuples autochtones les territoires sur lesquels ces ressources se trouvent. Depuis maintenant 525 ans, ces derniers résistent contre la destruction qui leur est imposée, et leurs luttes frappent des points névralgiques de la machine capitalo-coloniale. L'an dernier, le camp de Standing Rock contre la construction d'un pipeline au Dakota du Nord a vu converger des milliers d'activistes autochtones de partout sur le continent, et de nombreux et nombreuses militant-e-s solidaires. Le camp d'Unist'ot'en pour sa part

tient maintenant les barricades depuis 2009 et empêche la construction des pipelines sur un territoire jamais cédé. Ces luttes contre l'extractivisme colonial nourrissent plus que jamais les imaginaires de la résistance et inspirent à la convergence de nos solidarités vers un puissant mouvement décolonial et anticapitaliste.

CONCLUSION

C'est donc un portrait sombre, taché de sang, qu'on découvre lorsqu'on gratte un peu pour voir ce qui se cache derrière les projets extractivistes. Pas besoin d'expert-e-s pour nous dévoiler la vérité, on se rend bien vite compte de l'ampleur de la tromperie quand nos forêts, nos cours d'eau, nos villages disparaissent pour laisser pousser une mine à ciel ouvert ou un pipeline. Pourtant, on continue de nous enfoncer ces projets dans la gorge, sans consultation, sans préavis, en nous vomissant dans les oreilles que tout va bien, et que seul prime le bien-être de l'économie.

Face à l'imminent G7 qui se tiendra ce printemps à La Malbaie, notre opposition est non-négociable.

Non -négociable parce que nous devons bloquer ce cirque de luxe, formule vacances Club Med, où les élites politiques se rassemblent pour s'entendre sur la nouvelle façon de mieux tromper, de mieux asservir, de mieux piller, de mieux tuer.

Non-négociable, parce que nous devons solidarité avec celles et ceux-là mêmes qui sont les premières victimes de nos prétendus gouvernements, celles et ceux qui nous sont rendu-e-s inaccessibles par ces murs invisibles que représentent les frontières, celles et ceux qui seront les plus gravement atteint-e-s par notre propre politique de l'autruche quant à la dégradation de la nature.

Non négociable, parce que nous devons mettre à l'avant-plan les revendications des communautés autochtones, parce que nous devons répondre des actes passés qui expliquent leur oppression, parce que nous devons détruire le système actuel qui la perpétue.



VANCOUVER, 2010.

JOURNAL DU RÉSEAU DE RÉSISTANCE ANTI-G7



SOMMET DES AMÉRIQUES, QUÉBEC, 2001.

PETITE HISTOIRE DE L'ALTERMONDIALISME ANTICAPITALISTE (PREMIÈRE PARTIE)

S'il y a eu des contre-sommets et des manifestations lors de sommets internationaux dans les années 1980, par exemple à Berlin Ouest, c'est vraiment le Sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en novembre 1999, qui a lancé la tradition des mobilisations altermondialistes. Évidemment, d'autres phénomènes ont précédé la célèbre Bataille de Seattle: le soulèvement des Zapatistes le 1er janvier 1994 (journée de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain — ALÉNA), les campagnes de désobéissance civile contre l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), les «street-partys» des écologistes anticapitalistes de Reclaim the Streets, à Londres, les manifestations contre l'Asian-Pacific Economic Cooperation (APEC) à Vancouver, etc..

La Bataille de Seattle a été importante parce qu'elle a offert l'occasion de lancer la première antenne d'Indymedia, et parce que s'y sont retrouvées les diverses tendances qui allaient se mobiliser à chaque grande mobilisation altermondialiste: les syndicats de masse et les organisations non-gouvernementales (ATTAC, Greenpeace, Oxfam, etc.) organisant un Sommet des peuples et une grande manifestation «unitaire» encadrée par un puissant service d'ordre, des groupes anticapitalistes pratiquant la désobéissance civile non violente (sit-in, déroulement de bannière, etc.), des groupes anticapitalistes pratiquant la destruction de propriété privée et se confrontant aux forces policières (street-party, Black Blocs, etc.).

Les mobilisations altermondialistes se sont succédées rapidement: Washington et Prague en 2000 (Fonds monétaire international et la Banque mondiale), Québec (Zone de libre-échange des Amériques — ZLÉA), Göteborg (Union européenne), Gênes (G7) en 2001. Si les attaques aériennes du 11 septembre 2001 ont provoqué un choc même chez les altermondialistes aux États-Unis, les mobilisations se sont poursuivies, surtout en Europe et hors de l'Occident. En janvier 2001, un premier Forum social mondial s'est tenu à Porto Alegre, une ville brésilienne connue pour son budget participatif, en même temps que le Forum économique mondial de Davos, en Suisse, qui était régulièrement l'occasion de manifestations et d'émeutes anticapitalistes.

Des manifestations ont eu lieu en 2002 contre le G8 à Kananaskis au Canada (manifestations à Calgary et à Ottawa), et encore en 2003 contre le G8 à Évian en France et contre l'OMC à Cancun (où le Black Bloc s'est battu aux côtés des paysans) et la ZLÉA à Miami. Des manifestations importantes ont encore eu lieu contre le G8 en Écosse en 2005 et contre le G20 à Toronto en 2010.



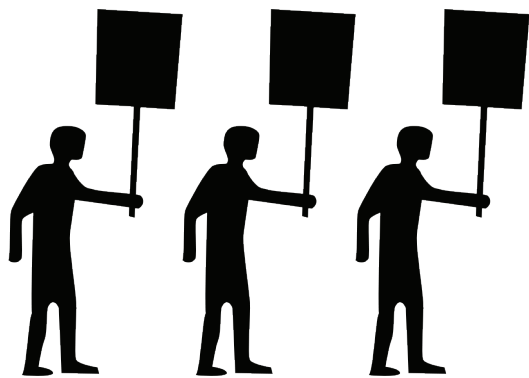
SUITE EN PAGE 12 ➔

RAGE CONTRE LE G7

LE G7, L'OCDE, LA TECHNOLOGIE ET LE TRAVAIL

Face aux instabilités sociales et environnementales actuelles, la position des pays du G7 est claire: s'assurer que tout cela les affecte le moins possible. La catastrophe climatique annoncée n'est présentée que comme un défi à surmonter, et non un problème à régler. Le reste du monde peut se noyer; l'important est que les pays les plus riches demeurent à la surface.

Un des outils du G7 est l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économique. Elle regroupe tous les pays du G7, plus ses alliés notoires. C'est l'organisme qui a tenté de faire passer l'accord multilatéral sur les investissements (AMI) dans les années 1990s¹, dont l'objectif était de permettre aux entreprises de poursuivre les gouvernements pour toute entrave à leurs affaires (ex.: lois environnementales, grèves, manifestations, etc.).



L'OCDE s'inquiète des changements technologiques actuels, appelés parfois «Industrie 4.0», de «quatrième révolution industrielle²», ou de «nouvelle révolution de la production» (NPR, *next production revolution*).³ L'OCDE estime que cette deuxième vague de robotisation, qui pourrait supprimer pratiquement tous les emplois industriels non qualifiés, amènera une hausse de la productivité de 5% à 30%. L'objectif de l'OCDE et, par contre-coup, du G7, est de s'assurer que ce soient leurs pays respectifs qui obtiennent cette richesse. Que celle-ci tombe entre les mains des individus les plus puissants de leur pays n'est pas un problème pour eux; l'essentiel est que cet argent tombe dans leur cour.⁴

L'OCDE ET SES RECOMMANDATIONS

L'approche recommandée par l'OCDE ne surprendra personne. Elle commence par une déréglementation de l'industrie, en particulier des lois environnementales et des lois entourant le travail. L'OCDE décrit les lois protégeant travailleuses et travailleurs comme un problème, en affirmant qu'un marché du travail réglementé empêche une utilisation efficace des ressources.⁴ En termes clairs, l'OCDE veut des travailleuses et travailleurs autonomes, sans protection ni avantages sociaux, qui peuvent être ballotés sur demande d'un emploi à l'autre.

L'OCDE recommande de plus de renforcer les lois protégeant la «propriété intellectuelle» des entreprises. Elle salue le fait que de nouveaux services sur l'internet comme Napster (qui distribuait toute la musique gratuitement) ont été remplacés par des entreprises comme iTunes (qui nous vend la même marchandise pseudo-culturelle autant de fois qu'elle en est capable). Elle recommande un renforcement de la cybersécurité, non pas pour protéger la population, mais pour protéger leur propriété intellectuelle, leurs secrets industriels.

L'OCDE dénonce aussi la résistance des environmentalistes, qui bloquent le déploiement de nouvelles technologies dont les impacts sur l'environnement ne sont pas connus. Elle dénonce notamment le cas de produits nanotechnologiques⁶ qui n'ont pas pu être utilisés parce que leur impact sur l'eau n'était pas connu, préférant ignorer que plusieurs rapports alarmants ont été produits sur l'impact des nanotechnologies sur des cellules vivantes.

L'OCDE recommande de plus le financement public pour la recherche appliquée qui n'a pas encore démontré sa rentabilité. L'objectif est clair: il s'agit de privatiser les profits lorsqu'il y en a, et de collectiviser les pertes encourues par la recherche. Les taxes que nous payons ne doivent pas servir à financer les services publics, mais à rentabiliser l'industrie.

ET SI ON SE RÉVOLTAIT?

Les pays de l'OCDE ne sont pas si aveugles que ça. Le rapport de l'OCDE mentionne⁷ le cas des Luddites au XIXe siècle, les personnes qui dénonçaient les machines qui remplaçaient les artisans et les poussaient à la misère.⁸ Le rapport mentionne ainsi que la révolution industrielle actuelle pourrait mener à une détérioration de nos conditions de vie à un niveau en dessous de ce qui pourrait être «socialement acceptable». Il faut bien comprendre, selon eux et elles, une détérioration de nos conditions de vie est correcte, même souhaitable. Il ne faut juste pas aller trop loin et nous pousser à la révolte.

Par contre, on ne peut pas oublier l'élimination d'emplois pénibles et dangereux grâce à la technologie. Si l'introduction de nouvelles technologies élimine des emplois existants, elle les remplace par des nouveaux. Le problème est que ces nouveaux emplois ne sont pas accessibles à tout le monde; ce sont des emplois hautement spécialisés qui demandent des études avancées. Un enfant d'une famille fortunée peut se permettre d'aller à l'école jusqu'à 30 ans. Par contre, une personne au chômage ayant une famille à supporter, une mère monoparentale, une personne avec un déficit d'attention... Ces personnes ne peuvent pas ou ne sont pas capables de passer des années dans les couloirs de l'université. Sans compter que la «révolution» industrielle actuelle semble éliminer beaucoup plus d'emplois qu'elle en crée.⁹

«**Au final il faudrait se demander à quoi va servir ce gain en productivité. Les marchés sont déjà saturés de bébelles inutiles ou de mauvaise qualité, l'endettement des familles atteint un sommet historique. Même l'environnement n'arrive plus à absorber tous nos déchets.**»¹⁰



1 Au Québec, la contestation a pris la forme de l'opération «SalAMI». Voir <http://www.pmm.qc.ca/salami/francais/accueil.html>

2 Selon l'OCDE, la première révolution est la production mécanisée assistée par les moteurs à vapeur (1780s), la deuxième la production de masse grâce à l'électricité (1870s), et la troisième la première génération de robots engendrés par l'électronique (1960s). La définition de ces «révolutions» ne fait pas consensus par contre.

3 Voir http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/science-and-technology/the-next-production-revolution/the-next-production-revolution-key-issues-and-policy-proposals_9789264271036-5-en, ci-après appelé Article NPR.

4 Comme le dit Merkel: «I want our strong german economy to be able to cope with the merger of the real economy and the digital economy, otherwise we will loose out to the competition.»

5 Traduit de l'Article NPR, page 8.

6 La nanotechnologie fait référence à la production de substances et objets de la taille de quelques atomes. Voir <https://fr.wikipedia.org/wiki/Nanotechnologie> Ces produits sont tellement petits qu'ils n'ont aucune difficulté à entrer directement dans les cellules vivantes, causant la mort et la mutation des cellules affectées.

7 Voir Article NPR, page 31.

8 Voir <https://en.wikipedia.org/wiki/Luddite>

9 L'OCDE écrit que «Concern also exists that the digital economy is not creating the large number of jobs created by leading industries in the past».

(SUITE)

Le seul marché présentement en augmentation constante est l'industrie de l'armement¹¹, et on s'en passerait bien!

L'OCDE ne propose aucune solution, à part dire que la technologie va permettre à plusieurs personnes de vivre des vies plus riches.¹² On n'en doute pas! Ce sera juste d'autres personnes que nous... Et finalement, les pays du G7 n'ont pas à présenter de solutions, nous les connaissons déjà. Ces solutions se mesurent en nombre d'uniformes, de boucliers, de matraques, de fusils.

COMMENT L'OCDE SE PERÇOIT ELLE-MÊME

Et bien, L'OCDE ne se perçoit rien de moins que comme la bienfaitrice de l'humanité! La perception de l'OCDE et du G7 est que ces pays sont les gardiens paternalistes de la civilisation. Les inégalités mondiales actuelles ne sont pas un problème: le rôle du G7 est de créer les nouvelles technologies (et de s'enrichir grâce à elles), alors que le rôle du reste du monde est de les consommer.

C'est une vision du monde très conservatrice où une élite paternaliste voit au bien-être d'une population tenue dans l'ignorance. C'était la justification utilisée par les rois pour asseoir leur pouvoir au sein des monarchies du XVIII^e siècle. C'était la justification utilisée par la bourgeoisie pour asseoir leur pouvoir au sein des démocraties du XIX^e siècle. C'est la justification utilisée par les fascistes pour asseoir leur pouvoir au sein des dictatures du XX^e siècle. Et c'est la justification utilisée actuellement par l'élite économique qui dirige les gouvernements de ce monde. Comme dit le dicton, "ils veulent notre bien et ils vont l'avoir!"

10 Voir <https://www.theguardian.com/environment/2017/jun/28/a-million-a-minute-worlds-plastic-bottle-binge-as-dangerous-as-climate-change>

11 Voir <http://www.nasdaq.com/article/5-top-defense-stocks-to-buy-on-trumps-afghanistan-strategy-cm835942>

12 L'OCDE écrit: "many to live richer better lives".

13 Le texte exact dit: "While great wealth can come from creating technology, most companies and most countries – especially developing countries – will mainly be technology users".

LE G7 ET LE CLIMAT: UNE TEMPÊTE À L'HORIZON

La réponse internationale au réchauffement climatique se fait par le biais de la COP, la Conférence of Parties, qui fixe, année après année, des objectifs de réduction de gaz à effet de serre. Cette approche est fortement teintée par les pays du G7.

LES PROBLÈMES DE L'APPROCHE DU COP

La réduction des émissions de CO₂ se base sur les émissions des différents pays en 1990. Or, pendant les années 1990s, la production industrielle des pays du G7 était à son paroxysme. Avec, entre autres, des accords tels l'ALENA et la «libéralisation» des pays est-européens, une énorme proportion de la production industrielle est passée des pays du G7, vers des pays plus démunis, ce qui a permis une importante réduction des émissions de CO₂ par personne. Par exemple, les États-Unis sont passés d'une émission annuelle de 19 à 16 tonnes par personne, malgré le passage au pouvoir de nombreux présidents qui ne croyaient même pas au réchauffement climatique. Des sept pays, seul le Canada reste stable et le Japon présente une légère augmentation entre 1990 et 2014.

Le Canada que les États-Unis aient pu continuer d'augmenter drastiquement leur consommation d'énergie et à mettre en place de projet polluant comme l'extraction des sables bitumineux ou la fracturation hydraulique, sans affecter la production de CO₂. Alors que plusieurs

de nos usines sont passées du côté mexicain ou vers l'Asie, la responsabilité par rapport au changement climatique a suivi: ce sont les pays du sud qui doivent désormais assurer de rendre l'industrie moins polluante afin de correspondre aux attentes internationales. Ainsi, les accords tels que Kyoto consistent en fait à transférer la responsabilité sur les pays du Sud global.

Toutefois, même avant les années 1990, la plupart des biens étaient produits dans ce Sud et consommés dans les pays du Nord. C'est pourquoi des critiques Indien-ne-s ont dénoncé ce processus comme un colonialisme environnemental: on met la responsabilité de la destruction de la planète sur ceux et celles qui sont en premier lieu exploités pour produire la richesse. Pourquoi ne pas tenir compte de toutes les émanations de gaz à effet de serre produites afin de déterminer qui a pollué son quota et devrait cesser? Ou compter le CO₂ à partir de là où il est consommé plutôt que de là où il est produit? Le G7 ne veut pas cesser immédiatement toute production de CO₂, et c'est pourquoi il tente de faire taire ces questions.

ET TRUMP DANS TOUT CA?

Il essaie d'obtenir plus possible, car depuis 2012, la production de pétrole américaine a augmenté de 50%. Avec la volonté de Trump de retourner au charbon et de rapatrier une partie de la production industrielle au pays, on voit facilement pourquoi il essaie de mettre de la pression sur les autres états afin de se dégager des engagements des ententes internationales sur le climat.

Toutefois, les conférences internationales sur le climat n'ont aucun moyen d'action autre que la bonne foi de leurs participantes et participants. Par contre, le retrait total d'un pays ayant une part énorme de la production de CO₂ constitue un symbole majeur, et c'est là où réside le rapport de force de Trump. Comme avec le mur à la frontière du Mexique, il veut que les pays du Sud soient exclus de notre mode de vie et qu'ils en paient le prix pour nous. Les compromis présentés plus haut étaient déjà bien assez désastreux pour la planète, nous menant à des changements climatiques encore plus problématiques, ou pire, à une logique du chacun pour soi comme stratégie globale.



LE CAPITAL NOUS FAIT LA GUERRE GUERRE AU CAPITAL

PETITE HISTOIRE DE L'ALTERMONDIALISME ANTICAPITALISTE (DEUXIÈME PARTIE)

Scénarios alternatifs

Certains sommets réservent de bonnes ou de mauvaises surprises.

En 2002, lors du Sommet du G8 sur un site inaccessible dans les Rocheuses canadiennes, les manifestations ont été très modestes à Calgary, la ville la plus proche du Sommet, et où les médias ont été accueillis dans un centre de conférence. Considérant impraticable d'organiser une grande mobilisation aussi loin, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) de Montréal avait proposé de «Prendre la Capitale» et de manifester à Ottawa, même si le G8 ne s'y trouvait pas.

En 2005, le Sommet du G8 en Écosse avait lieu dans un grand manoir planté au milieu de la campagne. Les altermondialistes avaient mis sur pied un campement militant autogéré. Un matin, un Black Bloc a fait diversion en sortant du campement autogéré militant pour se confronter avec la police. Pendant ce temps, d'autres activistes en costumes de clowns révolutionnaires qui avaient passé la nuit dans des boisées en sont sorti-e-s pour bloquer les autoroutes empruntées par certains convois qui transportaient du personnel vers le sommet.

Lors du Sommet du G8 en Allemagne en 2007, des anticapitalistes ont décidé de ne pas concentrer toutes leurs énergies dans la petite ville de Heiligendamm, proposant plutôt le Plan B, soit d'aller manifester à Berlin, et possiblement d'y provoquer une émeute. L'éloignement de la cible principale — le G8 — n'a pas facilité la mobilisation, qui a finalement été de faible ampleur.

LES BLOCS ET LA DIVERSITÉ DES TACTIQUES

La première expérience de division des manifestations en zones de couleur semble avoir été tentée à Prague, en septembre 2000. Une zone était réservée au Black Bloc, une autre aux tuniques blanches (des activistes recouverts de rembourrage qui essayaient de bousculer la police avec la force de leur corps) et une dernière au Pink & Silver Bloc constitué de fées géantes et d'une fanfare de rue. C'est finalement ce dernier qui est parvenu à se faufiler dans les rues et à s'approcher suffisamment du centre de congrès pour en forcer l'évacuation, et donc la fin de la réunion.

Quelques mois plus tard, en prévision des manifestations à Québec, la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA) ont développé le principe de «respect de la diversité des tactiques», qui consiste à accepter qu'une mobilisation anticapitaliste puisse accueillir en même temps diverses formes de manifestations.

La zone rouge était ouverte à l'assaut contre la clôture et la confrontation avec la police, la zone orange à des actions de désobéissance civile non violente (*sit-in*, lancé de papier de toilette au-dessus de la clôture, etc.) et la zone verte était un espace pour le repos. De plus, le principe de respect de la diversité des tactiques a permis d'éviter que les diverses tendances radicales se critiquent et se dénoncent en public, ce qui avait fait le jeu des autorités et de la police, dans le passé.

Si la police n'a évidemment pas toujours respecté cette division en zone, elle a été un succès pour la mobilisation anticapitaliste.

voulaient même discipliner le mouvement, dénonçaient publiquement les «casseurs» et encourageaient même la police à les arrêter. Préférant collaborer avec l'élite plutôt que de l'affronter, leurs manifestations étaient planifiées pour éviter de s'approcher trop près des lieux où se déroulaient les sommets: à Seattle, la manifestation «unitaire» a tourné en rond loin des affrontements, à Québec elle s'est cantonnée à la basse ville et s'est perdue dans Limoilou, alors que les affrontements avaient lieu dans la haute ville.

Cela dit, des syndicalistes de la base et des membres d'organisations non gouvernementales ont toujours rejoint les anticapitalistes sur la ligne d'affrontement. Au fil du temps, quelques réformistes ont aussi refusé de «dénoncer la violence» et ont même aidé des camarades criminalisés. Des alliances se sont aussi nouées entre les anticapitalistes et des activistes autochtones, comme cela fut le cas lors des mobilisations contre les Jeux olympiques à Vancouver: dans les rues, le Black Bloc défendait la manifestation autochtone.

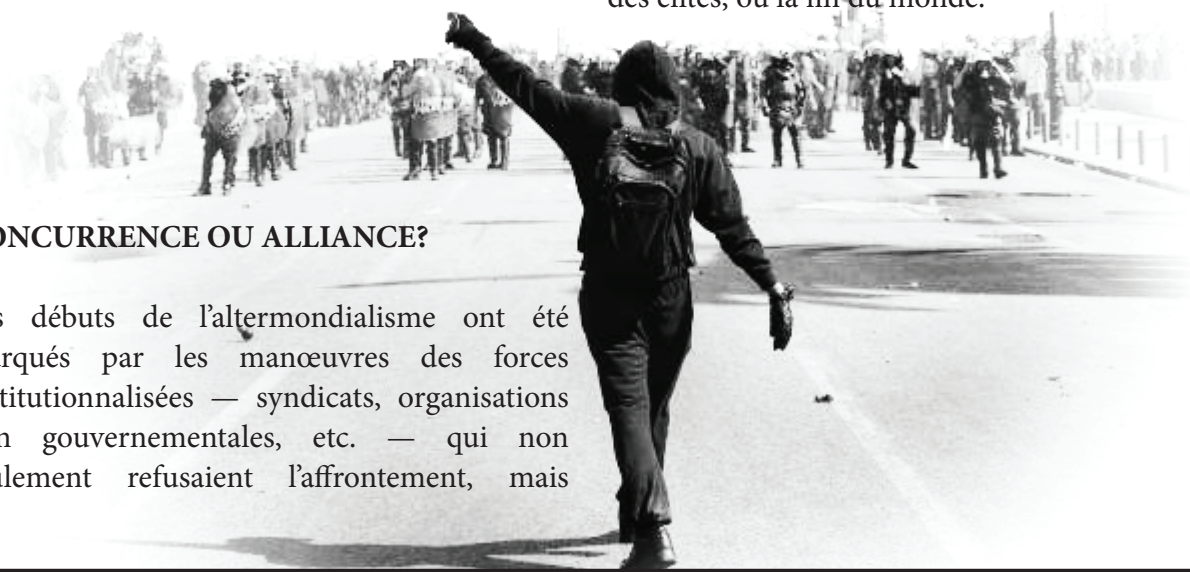
«NOUS SOMMES UNE IMAGE DU FUTUR»

En 2000, le jeune mouvement altermondialiste prédisait que la mondialisation néolibérale gérée lors des grands sommets internationaux allait entraîner des catastrophes. Une génération plus tard, la catastrophe est arrivée: suite de guerres impérialistes au nom de la «guerre au terroriste», crise financière de 2008, aggravation des inégalités, corruption, accélération du dérèglement climatique.

On avait déjà raison de se révolter en 2000; il y a encore plus de raisons aujourd'hui! Lors d'émeutes anarchistes en Grèce, des activistes du Black Bloc déclaraient: «Nous sommes une image du futur». La lutte ne cessera qu'avec la fin des élites, ou la fin du monde.

CONCURRENCE OU ALLIANCE?

Les débuts de l'altermondialisme ont été marqués par les manœuvres des forces institutionnalisées — syndicats, organisations non gouvernementales, etc. — qui non seulement refusaient l'affrontement, mais



RÉPRESSION MONDIALISÉE ET CULTURE DE SÉCURITÉ

Il n'y a sans doute pas de plus belle preuve du manque de légitimité de l'élite mondialisée que les milliers de flics qu'elle mobilise à chacune de ses rencontres internationales. S'il y avait 6 000 policiers au Sommet des Amériques à Québec en 2001, il y en avait 20 000 pour les sommets du G8 et du G20 en Ontario en 2010. C'est autant que l'armée de certains rois de France, au Moyen-Âge!

Chaque grand sommet permet aux flics d'obtenir de nouvelles armes, de l'équipement, de l'argent. Ces chiens de garde sont dangereux: ils ont tué des manifestants à Gênes (G8, 2001) et à Londres (G20, 2009), sans compter les nombreuses blessures très graves: yeux crevés, larynx fracassés, os fracturés, etc.

Le nombre d'arrestations est impressionnant: environ 600 à Seattle (OMC, 1999), 850 à Prague (FMI et BM, 2000), 1 050 en Allemagne (G8, 2007), 1 118 à Toronto (G20, 2010). Les arrestations sont souvent très brutales, tout comme les conditions de détention, les camarades se retrouvent généralement dans des prisons improvisées, soit des cages avec peu de «services» (manque de papier de toilette, serviette hygiénique, nourriture, etc.).



Mobilisations des féministes radicales et des queers révolutionnaires

Lors de la réunion conjointe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Prague en 2000, les queers révolutionnaires ont formé le Pink & Silver Bloc, avec les Britanniques de la fanfare de rue Rhythms of Resistance et les fées géantes du groupe d'affinité Tactical Frivolity. L'une des fées a déclaré, au sujet de la prétendue «violence» des manifestantes et manifestants: «qu'est-ce que la violence, quand l'État tue des gens tous les jours? Et quand les gens de la Banque mondiale mangent des enfants du tiers monde pour déjeuner. Alors, s'ils reçoivent des briques, eh! bien, c'est qu'ils l'ont bien cherché¹».

Au Sommet des Amériques à Québec en 2001, le Comité femmes SalAMI (dont était membre... Valérie Plante!!!) a organisé la Toile de la solidarité. Cette action consistait pour des femmes des Amériques à tisser des pièces de tissu qui illustraient les effets sexistes de la mondialisation et les féministes ont accroché ces pièces à la clôture de sécurité. Lors de la grande Marche des peuples, les féministes ont défilé avec leur marionnette géante, «Némésis» (la déesse de la juste colère). Ce nom a ensuite été repris pour désigner un nouveau groupe non mixte de féministes, après la dissolution finale de SalAMI.

Lors du Sommet du G8 à Évian (France) en 2003, les altermondialistes ont mis sur pied plusieurs campements militants autogérés à Annemasse (France), Lausanne et Genève (Suisse). À côté du Village alternatif, anticapitaliste et antiguerre (VAAAG) qui regroupait environ 4 000 anarchistes à Annemasse, des féministes radicales ont organisé un campement non-mixte, le Point G: elles s'y retrouvaient pour partager leurs analyses et leurs réflexions politiques, économiques, sociales. Malheureusement, plusieurs militants n'ont pas respecté leur désir d'autonomie, urinant dans leur campement ou y entrant pour agresser les féministes physiquement (gifles au visage et coups de poing dans le ventre).

Lors du Sommet du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP) (Canada, États-Unis, Mexique) à Montebello en 2007 et lors du Sommet du G20 à Toronto, des féministes radicales ont appelé à former un contingent non-mixte dans les manifestations, identifiées par des drapeaux noirs et mauves. Elles ont aussi produit des textes et distribué des tracts expliquant la logique patriarcale et sexiste du capitalisme mondialisé. Lors du Sommet du G20 à Toronto, des queers révolutionnaires (entre autres du groupe montréalais PolitiQ) ont formé un Pink Bloc.

1 Kate Evans, «It's got to be silver and pink: On the road with Tactical Frivolity», Notes from nowhere, We are everywhere, Londres-New York, Verso, 2003, p. 293.

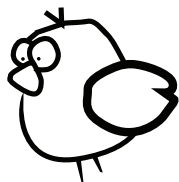
RAGE CONTRE LE G7

RÉPRESSION MONDIALISÉE ET CULTURE DE SÉCURITÉ (SUITE)

CULTURE DE SÉCURITÉ

Quelques histoires d'horreur doivent être rappelées, même si elles peuvent faire peur.

Passons sur cet agent secret britannique qui a si bien infiltré les réseaux anticapitalistes en Europe qu'il est le père d'enfants de militantes: elles ont poursuivi les services secrets et il poursuit lui-même l'État, pour souffrance psychologique!



Avant le Sommet des Amériques en 2001, des agents de la GRC ont piégé des membres du groupe d'affinité Germinal, par un stratagème assez élaboré: les flics se sont fait passer pour des employeurs cools (ils portaient des t-shirts anticapitalistes) et ils ont si bien gagné la confiance des activistes qu'ils les ont convaincus d'accepter du matériel militaire (des grenades fumigènes). Les camarades de Germinal ont finalement été interceptés sur l'autoroute entre Montréal et Québec, deux jours avant le Sommet, dans une voiture prêtée par un des flics. Les activistes ont passé plusieurs semaines en prison.

À Montebello en 2007, lors du Sommet Partenariat pour la sécurité et la prospérité (un nom qui ne s'invente pas!), des agents de la Sûreté du Québec (SQ) s'étaient (mal) déguisés en Black Bloc, et avaient

été démasqués par le vrai Black Bloc, et par des syndicalistes. La SQ a elle-même admis qu'il y avait des agents infiltrés dans la manifestation (il y en avait aussi dans un campement militant, et ils ont fouillé dans des sacs à dos et lacéré des masques à gaz pendant la nuit).

Avant le sommet du G20 en 2010, une policière de l'Ontario a infiltré les réseaux anarchistes ontariens en prétendant avoir subi de la violence conjugale. Une anarchiste l'a accueillie chez elle comme colocataire, ce qui lui a permis d'assister à des assemblées où elle enregistrerait les discussions. Résultat: 17 «leaders» ont été arrêtés juste avant la grande manifestation «unitaire» à Toronto. Quelques mots enregistrés, comme «smashy-smashy» (bang-bang), ont permis de prouver au juge qu'il y avait complot pour causer des dommages importants. Des peines de près de 2 ans ont été imposées à certains anarchistes. À Montréal, une informatrice se faisant passer pour une artiste avait aussi infiltré un groupe d'affinité féministe qui se préparait pour aller au G20 à Toronto, et elle s'était même engagée dans une liaison intime avec une militante. Elle s'est finalement pointée à Toronto avec son «frère», en fait un policier du SPVM qu'une féministe a reconnu, car elle le connaissait de son adolescence. Il s'est rapidement éclipsé, comme l'informatrice.

Ces exemples démontrent deux choses: premièrement, que certains flics sont très malins et deuxièmement, que l'on a raison de développer notre culture de sécurité.

Moins on en sait, moins on en dit, et mieux c'est pour tout le monde. À part se rendre intéressant et se gonfler l'ego, il ne sert à rien de raconter à quiconque, même à la personne avec qui on partage un appartement ou un lit, qu'on va faire cela ou ceci lors d'une manifestation ou

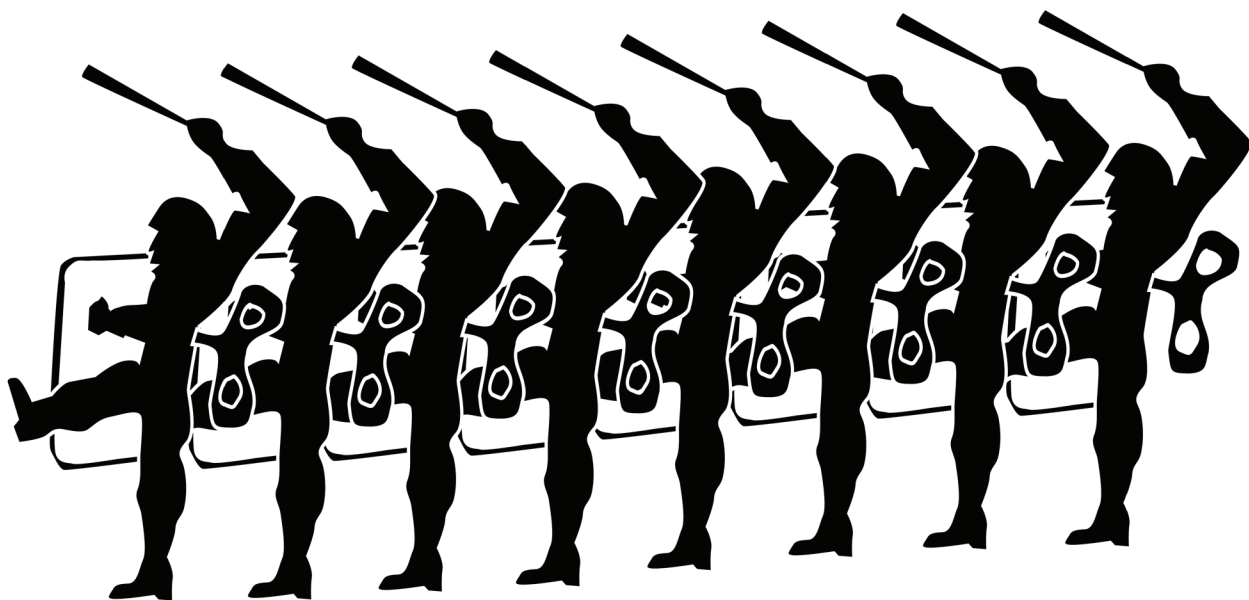


que l'on sait que tel groupe ou telle personne va faire cela ou ceci.

Bien évidemment, préciser que «Cela ne doit être répété à personne» n'est jamais un gage de discrétion: si vous êtes en train de le dire, pourquoi l'autre personne ne le dirait pas à son tour à une personne qui pourrait elle aussi le dire à son tour, à chaque fois en répétant «cela ne doit être répété à personne».

Les communications sont très vulnérables à la surveillance policière. En Europe, les anticapitalistes ont l'habitude d'acheter (ou de voler) des téléphones cellulaires pour la journée de la manifestation (ou de l'émeute), pour le détruire et le jeter tout de suite après. Cela réduit les risques que la police puisse les accuser en raison de ce que contient leur téléphone, mais aussi qu'elle puisse retracer leurs camarades de lutte.

Les médias sociaux appartiennent à des firmes privées qui collaborent avec la police; même quand elles ne le veulent pas, des juges peuvent leur ordonner de fournir les données au sujet des comptes personnels. Au Brésil en 2013, la police a retracé, arrêté et accusé des administrateurs des comptes Facebook «Black Bloc» (il y a en avait pour différentes villes, suivis par des millions de personnes).



SUITE EN PAGE 16 →

DÉCLARATION DE FABIO PRISONNIER DU G20 À HAMBOURG AU TRIBUNAL PÉNAL DE ALTONA

Nous republions cette traduction parue sur le site Paris-Luttes.info. Tandis que la police prépare, en prévision du G7 à La Malbaie, son arsenal paramilitaire pour faire la guerre aux manifestantes et manifestants qui arriveront en masse, voilà le récit bien personnel d'un manifestant arrêté lors d'un sommet de même nature à Hambourg, en Allemagne, en 2017.

«Madame la juge, messieurs les jurés, madame le procureur, monsieur l'assistant du tribunal pour mineurs.

Vous, aujourd'hui, vous êtes appelés à juger un homme. Vous l'avez appelé un «criminel agressif» et «irrespectueux de la dignité humaine». Personnellement je ne prête aucune attention aux appellations que vous m'attribuez. Moi, je suis seulement un garçon de bonne volonté.

Avant tout je voudrais dire que probablement ces messieurs les politiciens, ces messieurs les commissaires de police et ces messieurs les magistrats pensent qu'en incarcérant et arrêtant quelques jeunes cela puisse arrêter la contestation dans les rues. Probablement ces messieurs pensent que les prisons suffisent à éteindre les voix rebelles qui s'élèvent de partout. Probablement ces messieurs pensent que la répression arrêtera notre soif de liberté, notre volonté de construire un monde meilleur. Et bien ces messieurs se trompent. Et c'est l'Histoire qui leur donne tort.

Parce qu'un nombre incalculable de garçons et de filles sont passés, comme moi, devant un tribunal comme celui-ci. En effet aujourd'hui c'est à Hambourg, hier à Gênes et encore avant à Seattle. [...] Quoiqu'il arrive, peu importe la décision qui sera prise par ce tribunal, elle n'aura aucune influence sur notre protestation. Il y aura encore tout autant de garçons et de filles qui, portés par les mêmes idéaux descendront dans les rues [...].

Mais venons-en donc à l'essentiel [...]. Comme vous pouvez l'imaginer, je veux user de mon droit de ne pas faire de déclarations en rapport avec le fait spécifique pour lequel vous me poursuivez. [Au G20] vingt hommes et femmes représentant vingt pays les plus riches et les plus industrialisés du globe, s'asseyent autour d'une table. Ils s'asseyent tous ensemble pour décider de notre futur. Oui, j'ai bien dit ceci: le nôtre. Le mien, ainsi que celui de toutes les personnes assises aujourd'hui dans cette

salle, tout comme celui des sept milliards de personnes qui habitent cette belle planète Terre. [...] Évidemment, la population n'est pas invitée à ce joli banquet. Nous, nous ne sommes que le stupide troupeau des puissants de la Terre. Spectateurs totalement soumis de ce théâtre où une poignée de personnes tiennent entre leurs mains l'humanité toute entière.

Puis, j'ai pensé aux fleuves de ma belle vallée, détruits par les entrepreneurs qui veulent les concessions pour y construire des centrales électriques, sans se préoccuper des dommages pour la population et pour l'écosystème. J'ai pensé aux montagnes, frappées par le tourisme de masse ou devenues lieu d'entraînements militaires. [...]

J'ai donc décidé de venir manifester à Hambourg. [...] Le choix de venir à Hambourg a été celui d'une prise de parti. Le choix d'être du côté de ceux qui demandent des droits et contre ceux qui veulent leur enlever. Le choix d'être du côté de tous les opprimés du monde et contre les oppresseurs. Le choix de combattre les puissants, grands et petits, qui utilisent le monde comme si c'était leur jouet et qui ne se soucient pas du fait que c'est toujours la population qui en fait les frais.

J'ai fait mon choix et je n'ai pas peur s'il doit y avoir un prix à payer injustement. Néanmoins il y a autre

chose que je voudrais vous dire, que vous me croyiez ou non: je n'aime pas la violence. Mais j'ai des idéaux et pour ceux-ci j'ai décidé de me battre.

Je n'ai pas fini. Dans une époque historique où partout dans le monde s'érigent de nouvelles frontières, se déroule du nouveau fil barbelé, se dressent de nouveaux murs des Alpes à la Méditerranée, je trouve cela merveilleux que des milliers de jeunes, de chaque coin de l'Europe, soient disposés à descendre ensemble dans les rues d'une seule et même ville pour leur propre futur. Contre chaque frontière. Avec comme seule intention commune, le fait de rendre le monde meilleur par rapport à comment nous l'avons trouvé. [...] Nous sommes des femmes et des hommes qui voulons avoir le droit de disposer de notre propre vie. Et pour cela nous combattons et nous combattons.»

Extraits de la déclaration de Fabio devant le tribunal pour mineurs, Hambourg, 7 novembre 2017.



SOMMET DU G20 À HAMBOURG EN 2017

Moi, madame la juge, j'ai beaucoup pensé avant de venir à Hambourg. J'ai pensé à monsieur Trump et à ses États-Unis d'Amérique qui sous le drapeau de la démocratie et de la liberté s'érigent comme les gendarmes du monde entier. J'ai pensé aux nombreux conflits déclenchés par le géant américain aux quatre coins de la planète. Du Moyen-Orient à l'Afrique. Tout ceci pour s'accaparer du contrôle de telle ou telle ressource énergétique. [...].

Avant de venir à Hambourg, j'ai pensé aussi à l'inégalité qui frappe, aujourd'hui, de plein fouet notre planète. Cela me semble presque évident de répéter qu'en effet 1% de la population la plus riche du monde possède la même richesse que les 99% le plus pauvre. Cela me semble presque évident de répéter que les quatre-vingt-cinq hommes les plus riches du monde possèdent la même richesse que 50% de la population la plus pauvre. [...]

7 RAISONS DE S'OPPOSER AU G7

1 Le G7 nous impose son projet néolibéral.
Ses décisions ont pour conséquence d'accroître la misère et les inégalités autant au sud qu'au nord.

2 Le G7 nous impose sa logique guerrière.
Sous prétexte de la sécurité nationale, les gouvernements du G7 criminalisent les mouvements d'opposition et ne proposent que la guerre comme solution aux injustices de ce monde.

3 Le G7 se moque de la population.
Il méprise les aspirations et les revendications de tous celles et ceux qui s'opposent à sa vision de la mondialisation.

4 Le G7 encourage la destruction de l'environnement.
Il propose l'exploitation incontrôlée des ressources naturelles comme modèle de développement.

5 Le G7 accroît les inégalités entre les sexes.
Majoritairement composé d'hommes, il compte pourtant sur les femmes pour réparer les pots cassés et faire tourner l'économie réelle.

6 Le G7 est un forum antidémocratique.
Malgré un discours prétencieux sur la démocratie, le G7 pousse la contradiction jusqu'à tenir sa prochaine rencontre dans un manoir privé, tout juste à côté d'un casino, tout en haut d'une colline dans un Charlevoix fortifié.

7 Le G7 se réunit près d'ici!
Il en revient à nous de porter le message de ceux et celles qui manifesteront partout sur la planète.

MOBILISONS-NOUS CONTRE LE G7 DE LA MALBAIE!

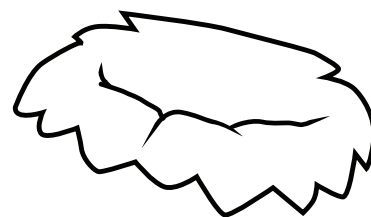
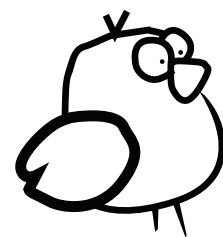
RÉPRESSION MONDIALISÉE ET CULTURE DE SÉCURITÉ (SUITE ET FIN)

RÉSISTER EN PRISON

L'histoire de l'altermondialisme anticapitaliste est traversée d'exemples de résistance en prison. À Seattle, des groupes d'affinité formés à la désobéissance civile avaient prévu de perturber les processus administratifs en cas d'arrestation. Il s'agit alors de n'avoir aucun papier d'identité sur soi et de fournir une fausse identité. L'idée a été reprise à Québec en 2001 où les autorités ont arrêté... Jésus, Marx, Bakounine! Des activistes ont aussi organisé de la contestation collective (chanter ou crier pour obtenir de la nourriture, par exemple) et de l'éducation populaire entre camarades, ou avec d'autres détenue-s. Évidemment, c'est à chacune et chacun d'évaluer la possibilité de continuer la lutte en prison.

Bonne nouvelle, cela dit: la plupart des procès n'aboutissent à rien. À Seattle (1999) et à Toronto (2010), entre autres, environ 95% des personnes arrêtées s'en sont tirées sans condamnation (plusieurs même sans accusation).

Dans certains cas, des recours collectifs forcent les autorités à verser des millions de dollars en dédommagement; dans de plus rares cas, des policiers sont limogés ou condamnés (Gênes, 2001). Surtout, malgré la mobilisation de dizaines de milliers de flics, des infiltrations et de la provocation, des milliers d'arrestations et de lourdes condamnations, la lutte continue depuis une génération, et ne semble pas près de s'éteindre!



RRRAG

RÉSEAU RÉSISTANCE ANTI-G7